

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 06 juillet 2022
(Convocation du 29 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 10h30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

| | |
|--|-----|
| Conseillers en exercice | |
| • Nombre | 52 |
| • Voix | 321 |
| Présents | |
| • Nombre | 21 |
| • Voix | 171 |
| Pouvoirs | |
| • Nombre | 4 |
| • Voix | 43 |
| Majorité simple selon article 11.2 des statuts | |

| | |
|---------------------------|-----|
| Suffrages exprimés | |
| Pour | |
| • Nombre | 25 |
| • Voix | 214 |
| Contre | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |
| Abstention | |
| • Nombre | 0 |
| • Voix | 0 |

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, M. Francis Dupouey
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Jean-Jacques Dané

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaube, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Ressources humaines - Modalités d'application du compte épargne temps

Exposé des motifs :

Monsieur le Président expose à l'assemblée délibérante qu'il convient de fixer les modalités d'application du compte épargne-temps dans la collectivité.

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,
Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L611-2, L621-4 et L621-5,
Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, modifié, relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018, modifié, portant modifications au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,
Vu l'arrêté ministériel du 28 août 2009, modifié, fixant les taux d'indemnisation forfaitaire des jours épargnés,
Vu l'arrêté ministériel du 28 novembre 2018, revalorisant les taux d'indemnisation forfaitaire des jours
Vu la délibération du comité syndical en date du 20 octobre 2010 instaurant les modalités du CET au sein de l'Institution Adour
Vu la délibération du comité syndical n°32/2016 du 22 juillet 2016 prévoyant les modalités d'utilisation des jours placés sur le compte épargne ainsi que fixant les taux d'indemnisation,
Considérant l'avis favorable du comité technique en date du 20 juin 2022

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de rapporter les délibérations en date de 2010 et 2016 ayant mis en place le CET et précisé les modalités de mise en œuvre de celui-ci au sein de l'Institution Adour,
- d'appliquer le compte épargne-temps institué par le décret du 26 août 2004 susvisé aux agents publics de la collectivité, qui remplissent les conditions prévues par la réglementation, selon les modalités fixées par ce décret et les dispositions particulières ci-après :
 - le compte épargne-temps pourra être alimenté par des jours de congés annuels et des jours RTT,
 - la demande d'alimentation du compte épargne-temps doit être présentée une fois par an, avant le 31 janvier de l'année N+1,
 - les demandes de congés au titre du compte épargne-temps seront effectuées dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les demandes de congés annuels,
- de préciser les modalités d'utilisation des jours placés sur le compte épargne temps, et excédant 15 jours, selon l'une des options ci-après au choix des agents :
 - indemnisation sur la base des tarifs suivants : catégorie A : 135€, catégorie B : 90€, catégorie C : 75€,
 - prise en compte dans le cadre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (*disposition applicable uniquement pour les fonctionnaires CNRACL*),

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- maintien sur le compte épargne temps,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE